

Les allume-feu de Ian Smith

Coups de main, massacres, sabotages. le plan des
Rhodésiens blancs est clair : provoquer une internationalisation du conflit
Mais, même pour les Américains, le piège est voyant...

■ Est-ce la guerre, cette vigilance inquiète et ardente de tout un pays ? Ces contrôles sur les routes de plus en plus nombreux et sévères à mesure qu'on s'approche de la frontière ? Ces villages bombardés, cet avion abattu, cette automitrailleuse capturée qu'on expose à Maputo, la capitale du Mozambique, ces « *communiqués militaires* » de plus en plus nombreux, ces morts et ces blessés ?

Officiellement, la guerre n'a jamais été déclarée entre le Mozambique et la Rhodésie. Lorsque, le 3 mars 1976, Samora Machel, président mozambicain, a annoncé qu'en application des décisions de l'O.N.U. son pays avait décidé de fermer toutes ses frontières avec la Rhodésie, Ian Smith lui-même a pris soin de souligner à l'attention de ses concitoyens affolés que Samora Machel décrétait le blocus mais pas la guerre.

Et pourtant, en 1976, un millier d'hommes, de femmes et d'enfants sont tombés au Mozambique sous les bombes, les obus et les balles rhodésiennes. Entre le 18 novembre et le 18 décembre 1976, les forces rhodésiennes ont pénétré à neuf reprises en territoire mozambicain, de Chicualacuala, au sud, à Mucumbura, au nord. Ces raids de terrorisme de l'armée de Salibusy, le harcèlement au mortier lourd et au canon des villes frontalières déclenché en représailles par les Forces populaires de Libération du Mozambique (F.P.L.M.), ce chapelet de brèves batailles sans victoires ni défaites, séparées par des jours ou des semaines de calme factice, ce n'est pas la guerre, c'est sa banlieue.

Un silence minéral

Pendant quatre jours, j'ai parcouru, en compagnie d'une douzaine de soldats des F.P.L.M., plusieurs centaines de kilomètres dans la région de Manica, qui s'enfoncé comme un coin dans le territoire rhodésien, face à la troisième ville du pays, Umtali. A Machipanda, le village frontière, aujourd'hui déserté par la majeure partie de ses habitants, commandant militaire de la région, un ancien v. Frelimo formé dans les camps de Tanzanie, m'a montré, depuis la plate-forme surélevée du poste d'aiguillage qui domine la gare de triage à l'abandon, les positions rhodésiennes.

« Dans cette région, dit-il, comme sur presque toute notre frontière, nous sommes désavantagés par le tracé hérité de la colonisation : ce sont les Rhodésiens qui tiennent les hauteurs. Ils peuvent observer ce qui se passe chez nous tandis que la montagne nous cache leur territoire. »

A quelques kilomètres, à notre gauche, de la fumée s'échappe d'une petite bâtisse blanche accrochée à la montagne, au milieu des eucalyptus. « Cette maison, dit le commandant, est leur poste d'observation. De là, ils voient la route presque jusqu'à Manica à vingt kilomètres. Ils nous ont sûrement vus arriver, ne nous attendons pas ici. » Beaucoup plus près, à portée de fusil, il désigne une petite bâtisse bleue au bord de la route : « C'était le bâtiment des services d'immigration. Personne ne peut s'en approcher, ils tirent sur tout ce qui bouge. »

Cent kilomètres plus au nord, Mavonde, au bord d'un petit plateau couvert de forêts qui descend en pente douce vers un coude de la rivière Honde. La Rhodésie est en face de nous de l'autre côté de la rivière. Il y a deux mois et demi, Mavonde était encore un petit centre administratif. Une demi-douzaine de maisons en dur, L'école, le petit hôpital de district, le bureau

de l'administration, le logement du personnel, et la maison du Parti, en bois et en torchis, autour d'une petite place de terre battue bordée d'acacias.

Le 18 décembre, un commando de parachutistes rhodésiens est arrivé en hélicoptère. Ils ont ouvert le feu à la mitrailleuse et au lance-roquettes sur le village, lancé des grenades dans les bâtiments, incendié la maison du Parti, qui a brûlé comme une torche, et, un peu plus haut, sur la pente, dynamité le magasin du peuple dans lequel les habitants de la région venaient s'approvisionner. Il y a eu dix-sept morts. Une dizaine de blessés.

« Par chance, dit un soldat, ils sont arrivés assez tard : la plupart des habitants étaient déjà partis aux champs. » Un peu plus bas, près de la rivière, et plus haut dans la forêt, il y a deux petits postes des F.P.L.M. En tout, une trentaine de soldats avec des « Kalachnikov » et des lance-roquettes. Les Rhodésiens les ont ignorés, épargnant les militaires pour mieux répandre la terreur chez les civils.

Leur dessein est complexe mais connu : en harcelant les populations civiles, en minant les pistes, les routes, les voies ferrées, les plantations, ils cherchent à la fois à asphyxier la frêle économie mozambicaine, à susciter des rébellions ou des dissidences destinées à affaiblir le gouvernement de Maputo et à provoquer une escalade militaire, donc une internationalisation de la guerre.

Jusqu'à présent, la manœuvre n'a pas été couronnée de succès. Sans dissimuler leur actuel pessimisme quant aux chances d'une solution négociée, les diplomates occidentaux à Maputo, qui apprécient favorablement la volonté d'indépendance du gouvernement mozambicain, en dépit de son clair engagement au sein du camp socialiste, ne semblent pas prêts à tomber dans le piège, un peu trop grossier, des fermiers de Salibusy.

Le gouvernement américain, surtout depuis l'entrée en fonctions de l'administration Carter, s'il semble prêt à déboursier quelques centaines de millions de dollars pour alimenter un fonds d'indemnisation des colons rhodésiens, ne paraît pas disposé à payer d'un nouvel arrêt de la détente la défense des privilèges de la minorité blanche en Rhodésie.

Une armée de piétons

« Au lendemain du massacre de Nyuzonia, où huit cents réfugiés rhodésiens ont été abattus en territoire mozambicain par les troupes de Smith (1), raconte un diplomate occidental, Samora Machel a convoqué les ambassadeurs américain et britannique. Si demain, leur a-t-il dit, Smith veut attaquer Maputo, je ne pourrai pas l'en empêcher et ce sera peut-être la fin de ce régime. Mais le résultat sera la guerre dans toute l'Afrique australe. Je ne crois pas que ce soit votre intérêt. Les Américains, dit mon interlocuteur, ont enregistré la mise en garde, et, même si leurs initiatives actuelles dans la région sont très en retrait par rapport à leurs promesses électorales, je ne les vois pas très bien tolérer longtemps le jusqu'au-boutisme de Smith. »

Pourtant, on attend toujours, en vain, le premier signe d'intelligence, c'est-à-dire de réalisme, du Premier ministre rhodésien. Sa seule politique pour l'instant, c'est, à l'intérieur, la mobilisation des hommes et des esprits, et, à l'extérieur, le terrorisme. Bien armées et entraînées, très rapides et mobiles grâce à leur parc moderne de véhicules terrestres, et surtout

grâce à leur flottille de « Alouette 3 », souvent guidées par d'anciens soldats ou colons portugais qui n'ont pas digéré l'indépendance du Mozambique, les troupes rhodésiennes bénéficient en outre d'un atout méconnu mais précieux : pendant la colonisation portugaise, c'est à des experts rhodésiens que le gouvernement de Lisbonne avait demandé de dresser le relevé cartographique à grande échelle du territoire mozambicain.

Cette connaissance du terrain, autant que l'actuel sous-équipement des F.P.L.M. en véhicules et moyens de télécommunications, explique l'audace de certains raids rhodésiens et leur relative impunité. Comment leur barrer la route ? « Difficile, dit le commandant de la région de Manica, responsable d'un des points les plus chauds de la frontière. Notre armée n'était pas faite pour ça. Nous manquons de véhicules, d'armement lourd, de moyens de transmission, d'aviation. Nous nous défendons avec les moyens du bord, nous faisons la guérilla à l'envers. »

Cette armée de piétons, les Mozambicains n'en sont pas peu fiers. Elle symbolise, à leurs yeux, leur indépendance. La majeure partie du très modeste parc automobile des F.P.L.M. est composée de « Land-Rover » civiles, récupérées après le départ de leurs propriétaires portugais, ou réquisitionnées, et de quelques vieux « Berliet » et « Hanomag » de l'armée portugaise. En trois semaines de présence au Mozambique, je n'ai pas vu un seul blindé, et très peu d'armes lourdes. Quant aux armes individuelles, une bonne partie date de la guerre de libération. Rien de comparable, donc, avec l'Angola, qui sort, il est vrai, de la guerre mais où grouillent les jeeps, les camions et les blindés soviétiques.

Décus parfois par l'attitude de certains pays du camp socialiste qui faisaient payer au prix fort, diplomatique ou économique, des livraisons d'armes de deuxième main, soucieux de préserver à l'avenir leur liberté de choix, les Mozambicains, nationalistes plutôt susceptibles, diversifient leurs sources d'approvisionnement en armes, comme leurs amitiés. On accueille donc les techniciens civils est-allemands, bulgares, soviétiques, cubains mais Samora Machel prend soin de faire l'éloge de Mao Tsé-toung et de Chou En-lai dans son discours d'ouverture au congrès du Frelimo ; les hôpitaux des villes sont pleins de médecins venus d'Europe de l'Est mais dans la brousse ce sont des groupes de médecins chinois qui poursuivent leur défrichage sanitaire, commencé pendant la guerre de décolonisation dans les zones libérées. Les coopérants scandinaves, italiens, portugais sont les bienvenus. Une aide financière et technique de la France est attendue.

« Il faut être aveugle et borné, dit un diplomate occidental, pour assimiler le Mozambique à un satellite soviétique. Les choses sont tout de même beaucoup plus nuancées. Les Américains, d'ailleurs, ont eu une bonne leçon lorsque le gouvernement nous a fait visiter l'île de Bazaruto, après que la presse de leur pays y eut annoncé l'installation d'une puissante base soviétique : nous n'y avons trouvé que des cactus et des chèvres sous le soleil. » Sans doute, au nord, la piste de l'aéroport de Nacala, près de l'immense baie de Fernão Veloso, est-elle interdite à l'utilisation civile, et même au survol. « C'est, explique un militaire, que des conseillers chinois y entraînent les pilotes de notre future force aérienne. »

Peut-être aussi Soviétiques et Yougoslaves y débarquent-ils du matériel lourd, blindés et

pièces d'artillerie ? Il n'empêche. « *Nous nous sommes libérés seuls, nous devons nous défendre seuls* », dit Domingos Chabuca, un jeune officier de la région de Chimoió.

Officiellement, les dirigeants ne disent d'ailleurs pas autre chose mais, réalistes, ils préviennent, comme le ministre des Affaires étrangères, Joaquim Chissano : « *Si besoin est, nous n'hésiterons pas à faire appel à nos alliés naturels.* »

Si besoin est, c'est-à-dire si Smith, par exemple, continue de s'en prendre aux civils et aux réfugiés sans que les Occidentaux qui l'arment et l'ont jusqu'alors soutenu lèvent le petit doigt.

Internationalistes, les Mozambicains le sont, qui paient d'un prix très lourd (2) l'aide apportée aux guérilleros de la Zipa Nationalistes, ils le sont aussi, qui repoussent, en dépit des dangers qui pèsent sur leurs frontières, une aide militaire massive, au nom d'une indépendance chèrement payée. Epicentre de l'affrontement sino-soviétique en Afrique australe mais aussi avant-poste exposé de la lutte contre le « pouvoir blanc », le Mozambique ne joue pas seulement dans cette crise le destin de sa révolution ; en réalité, c'est peut-être l'avenir de la paix dans la région que tiennent dans leurs mains les soldats-piétons de la frontière.

RENE BACKMANN

(2) Selon le rapport de la commission des Nations unies sur le Mozambique, les pertes financières consécutives à l'application des sanctions par la République populaire du Mozambique contre la Rhodésie oscillent entre 110 et 135 millions de dollars chaque année. Le déficit de la balance des paiements pourra atteindre de 175 à 200 millions de dollars au cours des deux prochaines années.